

Ressources limitées, conflits interminables ?

Carte blanche de Claire Mathot, chargée d'étude pour l'ONG Justice et Paix

2020 est l'année du covid, l'année où nous restons chez nous. Nous engageons alors un appel vidéo avec un de nos proches, ou songeons à ces murs que nous aimerions repeindre depuis longtemps.... Qu'est-ce que ces deux situations en commun ? Notre écran regorge de minerais, nos murs sont faits de sable.

Ressources naturelles stratégiques

Les ressources naturelles constituent la base des sociétés humaines : nous en sommes dépendant.es pour nous nourrir, nous vêtir, nous abriter, nous déplacer, communiquer... À l'heure de la consommation de masse, l'exploitation des ressources naturelles au niveau mondial est au cœur des échanges économiques... Dans son dernier rapport (*Ressources limitées, conflits interminables ?*), l'ONG Justice et Paix tente de mieux comprendre **le lien qui s'établit entre exploitation des ressources naturelles et conflits aujourd'hui**. Force est de constater que les conflits liés aux ressources naturelles augmentent en nombre et en intensité au cours des dernières décennies. Les facteurs cruciaux de ces conflits s'entremêlent, mais on peut citer l'impact croissant des changements démographiques et des changements climatiques mondiaux, ainsi que l'influence du paradigme dominant dans nos pays : le néolibéralisme.

Extraire du sable, à quel prix ?

Le **sable** est devenu une **ressource indispensable** à nos modes de vie actuels. Il est très présent dans le secteur de la construction (ciment, verre, béton...) y compris la construction d'infrastructures et les projets de réclamation de sol, mais aussi dans différentes technologies, allant des panneaux solaires aux cosmétiques. On estime qu'environ 40 milliards de tonnes de sable seraient mondialement extraites chaque année – et ce uniquement pour le secteur de la constructionⁱ. Le sable est une ressource naturelle ; cela ne devrait a priori pas poser de problème. Mais avec l'extraction de volumes aussi importants, l'on excède le taux de renouvellement du sable, le transformant peu à peu en ressource naturelle **non-renouvelable**. Souvent extrait de manière illégale dans les environnements marins, lacustres ou côtiers, cette extraction a de nombreuses conséquences environnementales importantes : qualité de l'air, perte de biodiversité, diminution du volume d'eau, érosion, disparition d'îles. Les personnes qui vivent à proximité des sites d'extraction subissent bien évidemment toutes ces conséquences, y compris des violences quand l'extraction du sable est organisée à grande échelle par des mafiasⁱⁱ. Il devient essentiel pour le futur de ces personnes et de la planète de mesurer toute l'ampleur du problème et de prendre des mesures au niveau mondial.

Les minerais, nerfs de la guerre ?

Les minerais sont présents partout autour de nous : dans nos ordinateurs et nos smartphones, nos voitures et trottinettes électriques, les cadrans de nos réveils et de nos tests de grossesse... Ressources limitées et géographiquement mal réparties, l'on connaît les conflits sociaux et armés auxquels leur extraction est liée. En République démocratique du Congo, l'on sait que, depuis des dizaines d'années, le commerce de minerais dans l'Est se fait au prix de violences terribles subies par les populations locales. En dépit de cela, nous n'avons jamais extrait autant de minerais ! Différents pays, pour ne pas être limités dans leur consommation, se tournent désormais vers les grands fonds marinsⁱⁱⁱ. La Belgique est d'ailleurs pionnière dans le domaine, puisqu'elle parraine des explorations dans le Pacifique depuis 2013. Cependant, cette future extraction est déjà largement controversée : pour cause, il est encore impossible

d'estimer concrètement quelles seront les conséquences sur le milieu et, potentiellement, sur des secteurs liés à la mer comme la pêche, le tourisme, etc^{iv}. Le Parlement européen a appelé à un moratoire sur l'extraction dans les grands fonds marins en 2018^v, mais la Belgique ne l'a pas encore soutenu. La position de notre pays n'est pas encore arrêtée. Ces questions sont d'ailleurs en débat au Parlement fédéral^{vi}.

Des conflits interminables ?

Il est aujourd'hui nécessaire, plus que jamais, de faire le lien entre le local et le global, entre notre consommation de biens et de services, et les conséquences environnementales et humaines graves dans d'autres endroits de la planète. Il est de notre devoir, en tant que citoyen.nes, de s'interroger sur notre consommation... Mais également de se mobiliser auprès de nos décideur.euses politiques afin que des législations contraignantes entrent en vigueur pour lutter contre l'impunité dans le commerce international des ressources naturelles et pour exiger la transparence et la diligence responsable des entreprises. Il faut également exiger des véritables débats démocratiques et participatifs sur des questions de transition écologique véritable (par exemple, le prix à payer en minerais pour une nouvelle « couverture 5G » du pays, l'extraction dans les grands fonds marins, etc.)

ⁱ Programme des Nations Unies pour l'Environnement, *Sand and sustainability : finding new solutions for environmental governance of global sand resources*, 2019.

ⁱⁱ Global Initiative Against Transnational Crime, *Sand mafias in India. Disorganized crime in a growing economy*, 2019.

ⁱⁱⁱ Heinrich-Böll-Stiftung Schleswig-Holstein, Heinrich-Böll-Stiftung, Cluster d'excellence Future Ocean de l'Université de Kiel, *Atlas de l'océan 2018. Faits et chiffres sur les menaces qui pèsent sur nos écosystèmes marins*, 2018.

^{iv} <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/cette-nouvelle-menace-qui-pese-sur-les-oceans-1040979>

^v SEAS AT RISK, *European Commission joins calls for moratorium on deep-sea mining*, le 4 juin 2020.

<https://seas-at-risk.org/1062-european-commission-joins-calls-for-moratorium-on-deep-sea-mining.html>

^{vi} <https://www.lachambre.be/doc/flwb/pdf/55/0887/55k0887001.pdf#search=%22fonds%20marins%22>